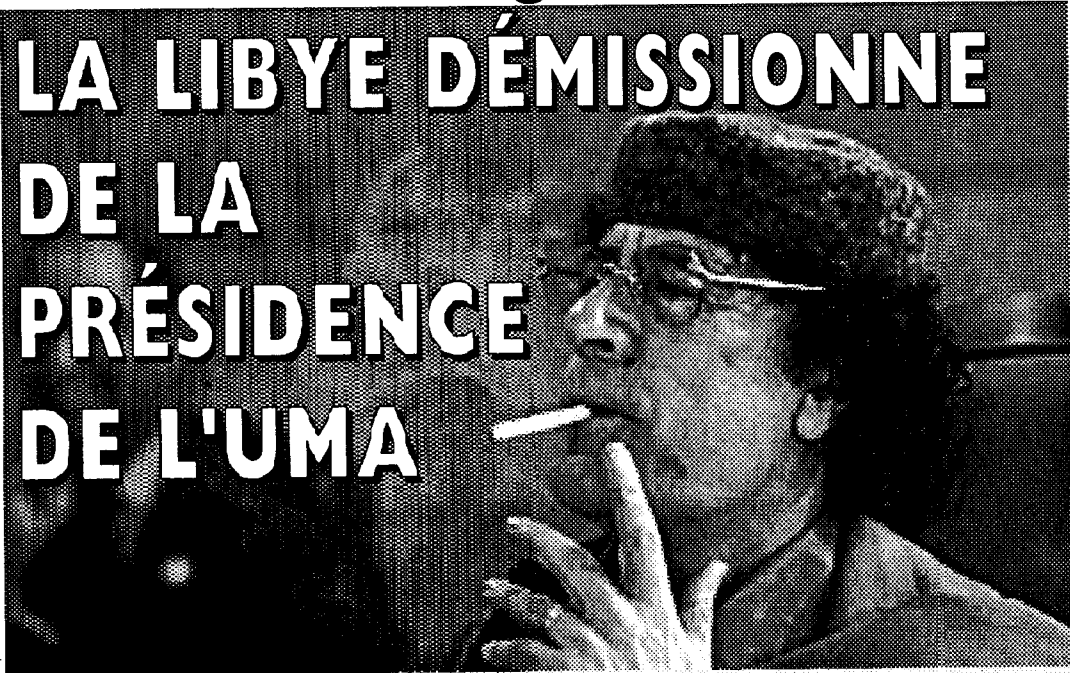


# Union du Maghreb Arabe :

## LA LIBYE DÉMISSIONNE DE LA PRÉSIDENTENCE DE L'UMA



"L'UMA est à mettre au frigo!" disait Kadhafi, en décembre 2003, lors du Sommet de Tunis "Dialogue 5+5 des 5 et 6 décembre 2003". Dans notre livraison n°520 du 24/12/2003, nous écrivions au

sujet du report du Sommet des Chefs d'Etat de l'UMA qui devait se tenir à Alger et qui se suffira du transfert de la présidence de l'UMA à la Libye: "L'orgueil maghrébin saura-t-il ramener les libyens à reconsi-

dérer la construction de l'UMA comme "priorité stratégique", ou saisiront-ils l'occasion de leur mandat pour la "mettre au frigo"? Là est toute la question."

## La Libye démissionne de la présidence de l'UMA

**L**a réponse à notre interrogation viendra ce mercredi 8 décembre 2004, avec l'annonce par un communiqué du comité libyen des Relations extérieures et de la Coopération internationale, de la décision de Tripoli de démissionner de la présidence de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) qu'elle assumait depuis début 2004.

Selon ce communiqué, cette décision a été motivée par "les violations par des pays membres de la charte et des accords de l'organisation" parmi lesquelles l'application de l'embargo de sept ans qui était imposé à la Libye dans le cadre de l'affaire de Lockerbie et la reconnaissance d'Israël par la Mauritanie.

Outre le non respect de la majorité des conventions et accords conclus lors du lancement de l'UMA, dont ceux relatifs à la libre circulation des personnes et des biens, la Libye reproche également à certains pays membres de l'organisation leur coopération avec des pays tiers en dehors des cadres convenus et préconisés par la charte et les conventions de l'UMA. Le communiqué évoque, à ce propos, l'organisation prévue début 2005, de manœuvres militaires de l'OTAN, avec la participation d'Israël et de certains pays de l'UMA. En plus la Libye reproche au pays membres de l'UMA la non constitution d'une commission d'enquête sur les accusations de désstabilisation formulées à son endroit par la Mauritanie.

### Jugeons l'arbre à ses fruits

Des prétextes qui cachent mal l'embaras libyen de présider aux destinées d'une Union du Maghreb Arabe, véritable "coquille vide" et cadeau empoisonné dont les cinq pères ne se sont réunis que lors de la rencontre constitutive de l'Union à Marrakech et celle de Zéralda. Le dernier

sommet maghrébin, censé être annuel, remonte à 1994.

Mais en jugeant l'arbre à ses fruits, l'on ne peut que souligner que ce volte face libyen traduit une réalité déjà affichée par Kadhafi qui semble vouloir dire à ses pairs, "maintenant que la décision me revient en tant que président de l'UMA, je la mets au frigo."

C'est pourquoi, le désistement libyen ne surprend pas les analystes, sachant le caractère insaisissable et je-m'en-foutiste du tonitruant Guide Libyen qui n'a que faire des aspirations des peuples maghrébins dont le sien. Car, à y voir de près, la Grande Jamahiriya, qui avait déjà refusé cette présidence tournante en 1995 arguant sa mauvaise posture au niveau international et l'avait difficilement acceptée en début 2004 prétextant qu'elle est préoccupée par le processus de normalisation qu'elle a engagé avec certains pays occidentaux, est peu encline à se fondre dans un destin commun. Cette démission n'est donc autre que l'expression d'une vieille rancune gardée depuis belle lurette par le leader maximo libyen, suite aux échecs répétés de cet amour impossible qu'il a voulu et raté avec les autres peuples et les Chefs d'Etats de l'UMA (Tunis, Rabat) et le "je t'aime moi non plus" avec Nouakchott que les tentatives de coup d'Etat d'août et de septembre 2004 ont porté à son paroxysme.

En se retournant vers les pays d'Afrique Noire dont certains lui ont "fait allégeance" et lui servent de main du diable pour raviver les tensions régionales, Kadhafi tentera très tôt de trouver un substitut à l'Union du Maghreb Arabe avec la Communauté des Etats Sahélo-Sahéliens (CEN-SAD). C'est pourquoi avant de donner son coup de poignard dans le dos de ses pairs de l'UMA, le mercredi 8 décembre 2004, Kadhafi avait reçu, le lundi 6 décembre

2004 à Tripoli, le président burkinabè Blaise Compaoré et le président bissau-guinéen Henriques Pereira Rosa pour une rencontre tripartite sur le processus de la Communauté des Etats sahélo-sahariens (CEN-SAD). Dans le communiqué diffusé par l'agence libyenne d'informations, JANA, l'on apprendra que "les trois chefs d'Etat ont également évoqué plusieurs autres questions dont celles relatives à la consolidation des institutions et structures de l'Etat africaine."

### Les présidents de l'UMA se concertent pour sauver l'UMA

A peine la décision libyenne communiquée et voilà que les téléphones rouges se mettent à sonner entre les autres présidents de l'UMA pour faire face à la situation. En vérité, cette décision libyenne porte un coup dur à l'édification du Maghreb qui butte déjà depuis plus de dix ans sur le différend qui oppose le Maroc et l'Algérie au sujet du Sahara Occidental.

Même si les contacts entrepris ces derniers jours par le Président Tunisien Ben

Ali avec le numéro un libyen Mouammar Kadhafi auquel il a fait part de son inquiétude après la décision de Tripoli, puis avec le président algérien Abdelaziz Bouteflika, le roi du Maroc Mohammed VI et le président mauritanien Maaouiya Ould Sid'Ahmed Taya ont permis un échange de vues sur les questions liées à la marche de l'UMA, ils n'ont pas encore fait revenir Kadhafi sur sa décision. Le président Ben Ali devait plaider auprès du chef de l'Etat algérien en faveur de "la poursuite de l'action en vue de dynamiser les structures et les institutions de l'UMA, au service des intérêts des peuples de la région et des causes engageant leur avenir".

Un vœu pieu qui a été, nonobstant la conjoncture glaciale qui frappe dans leurs rapports mêmes certains chefs d'Etat de l'UMA, souhaité par la communauté internationale, les Etats-Unis et l'Europe en tête, appelant le Maghreb à "un sursaut politique et institutionnel indispensable pour faire progresser l'UMA".

**MOHAMED OULD KHATTAT**

### Dernière :

**A**pres la clôture, au samedi 11 décembre, du "forum de l'avenir" à Rabat, auquel participait les ministres d'une vingtaine de pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord pour évoquer avec le GS, Etats-Unis en tête, "l'initiative pour un Grand Moyen-Orient" : un projet américain assez controversé sur de réformes dans le monde arabe et qui a vu la participation du secrétaire d'Etat américain Colin Powell, le chef de la diplomatie libyenne Abderrahmane Chelgham a demandé à ses pairs ministres des Affaires étrangères de l'UMA de s'envoler avec lui à Tripoli pour amener le dirigeant libyen à revenir sur sa décision. Les ministres des Affaires étrangères de l'UMA ont jugé la proposition inopportune mais se sont mis d'accord pour convoquer une réunion du comité de suivi de l'UMA au mois de janvier 2005 à Tripoli. Ce comité décidera de la tenue d'un futur sommet de l'UMA pour confier la présidence de l'Union au Maroc.